

L'énergie

\$400 et \$600 par année, celle de ces palaces bourgeois atteint facilement les \$2,000 et même les \$3,000. Il n'est pas difficile de conclure que plus votre maison est grosse, plus elle coûte cher en chauffage, plus la subvention que vous recevez de l'État est considérable. Alors que la politique libérale feint de favoriser les pauvres, en réalité ce sont les riches qu'elle invite à profiter des largesses d'un gouvernement voué à la défense de leurs privilèges.

Ajoutez au coût du chauffage de ces immenses châteaux celui du chauffage des piscines dont ils sont à peu près tous pourvus; ajoutez les dépenses en essence des membres de la famille possédant les uns de lourdes voitures, les autres des autos sport, sans compter les motoneiges, les yachts, quand ce n'est pas des motocyclettes ou des jeeps pour se rendre dans les centres de ski ou de villégiature. Faites la somme des gallons d'hydrocarbure que dépensent ces gens, et vous constaterez que les véritables bénéficiaires de la politique de subvention à la consommation du pétrole, ce ne sont pas les pauvres gens, monsieur l'Orateur, comme voudraient le faire croire nos amis d'en face.

Ce sont en réalité les éléments les plus riches de notre société, ce sont les fils à papa, ceux qui peuvent se payer à la fois de luxueuses demeures, des voitures dernier cri, des chasse-neige de haut luxe, des canots-automobiles et que sais-je. Ce sont les gens qui, les soirs de grande chaleur peuvent se payer le luxe de quitter les grandes villes pour se rendre en campagne dîner dans un restaurant huppé, fréquenter quelque théâtre d'été ou simplement se balader au frais, pendant que les pauvres gens, qu'on oblige à partager la note de l'essence, doivent se contenter de suer sur leurs balcons mal aérés.

C'est pour corriger cette iniquité que le budget Crosbie obligeait les usagers à payer le prix réel du pétrole et prévoyait des allègements fiscaux pour les moins fortunés. C'est contre cet acte de justice, monsieur l'Orateur, que les libéraux et les néo-démocrates ont voté il n'y a pas longtemps. L'histoire rendra au parti progressiste conservateur le témoignage que c'est lui qui servait le mieux les intérêts véritables du consommateur canadien. Je n'ai rien contre ceux qui peuvent se payer le luxe de maisons de grand style et de véhicules de haute consommation d'essence, absolument rien mais je m'insurge quand les pauvres sont obligés, par leurs taxes, d'en payer une partie des frais. Je veux bien que les plus riches jouissent de leur fortune, mais à la condition qu'ils ne gaspillent pas un pétrole qui se fait de plus en plus rare, et qu'ils paient un prix approprié pour le carburant qu'ils utilisent.

Je ne m'illusionne cependant pas sur l'effet de mes paroles sur la députation libérale qui me fait face. Aussi longtemps que la population n'aura pas décidé de lui casser les reins et de la renvoyer dans l'opposition, nous assisterons au même petit jeu des compromissions et des expédients, monsieur l'Orateur. D'ailleurs, le très honorable premier ministre lui-même ne nous avertissait-il pas en 1963 qu'il n'y avait à attendre de la part des libéraux ni sursaut d'énergie, ni sursaut de dignité. Malgré son passé néo-démocrate, n'a-t-il pas en 1965 choisi plutôt de rallier les rangs libéraux parce qu'il savait cet outil malléable à souhait pour appliquer ses politiques. Le très honorable premier ministre actuel savait, il l'a d'ailleurs écrit, qu'il ne trouverait dans aucun autre parti l'abjecte soumission des députés aux volontés et aux caprices du chef.

Le congrès de Winnipeg qui se termine ne nous a-t-il pas donné, encore une fois, l'exemple d'un parti incapable de penser par lui-même, de se doter de politiques correspondant objectivement aux besoins du pays? Ce congrès nous a fourni une autre fois la preuve que cette formation politique ne possède plus aucune volonté propre, mais ce qui compte pour elle, afin de se maintenir au pouvoir, c'est d'obéir au leader, même si ses membres savent que ce dernier conduit le parti et le pays à leur perte.

J'ai grand plaisir à participer à ce débat, parce que je pense que les Canadiens doivent se rappeler les propositions que nous avons faites. Je pense que les Canadiens doivent également saisir les promesses répétées d'un gouvernement qui est au pouvoir depuis des années et qui tente encore une fois de berner la population en répétant les promesses déjà faites. Mais nous devons rappeler aux Canadiens, nous, et c'est notre obligation de le rappeler, que ce gouvernement a refusé d'assumer des responsabilités qui s'imposaient pour la bonne marche d'un pays si l'on veut véritablement remettre ce pays sur le chemin de la prospérité, et le gouvernement d'en face nous a prouvé le contraire jusqu'à aujourd'hui.

● (1650)

[Traduction]

M. Chas L. Caccia (Davenport): Monsieur l'Orateur, à entendre les propos vides de sens tenus par le député de Joliette (M. La Salle) au cours de ce débat, une suite de mots s'appuyant sur très peu de faits, lorsqu'on sait—ce que ses paroles ne laissaient malheureusement pas entendre—qu'il s'est fait réélire avec la majorité la plus réduite qu'il a jamais obtenue depuis son entrée en politique, on est bien obligé d'examiner la proposition dont nous sommes saisis aujourd'hui et de la lire très attentivement.

Le parti progressiste conservateur nous présente une motion qui repose sur deux mots: «indifférence» et «échec». Tels sont les deux mots clés par lesquels il voudrait désigner la politique énergétique et pétrolière du gouvernement libéral. Examinons un peu s'il y a lieu d'accoler ces deux épithètes aux politiques mises en œuvre au cours des années.

Vous étiez député à la Chambre, monsieur l'Orateur, je l'étais aussi, et la plupart de ceux qui étaient ici et vous-même vous souviendrez du débat sur le bill de Petro-Canada présenté par le gouvernement libéral et adopté en 1975. A chaque étape, en deuxième lecture, à l'étape du comité, puis à l'étape du rapport, et enfin, en troisième lecture, les conservateurs se sont opposés farouchement au bill, y compris le député de Joliette.

M. La Salle: Bien sûr.

M. Caccia: Son parti a même demandé un vote nominal, et nous savons qu'il a voté contre Petro-Canada.

M. La Salle: Nous sommes toujours contre.

M. Caccia: Et aujourd'hui, voici qu'on vient nous servir ce grand discours où l'on accuse le gouvernement libéral de n'avoir rien fait. Malheureusement, la mémoire du député de Joliette est pleine de trous. Il n'a aucune mémoire et ne se souvient pas du passé. Seul le présent compte pour lui. Il ne se souvient même pas de ce qui s'est passé le 18 février dernier? Petro-Canada n'est pas un témoignage d'indifférence, ce n'est pas non plus un échec. Je demande au député de Joliette si c'est un témoignage d'indifférence ou un échec.